Dispositif

Les articles 16, 184, 186 à 188 et 192 de la directive 2006/112/CE du Conseil, du 28 novembre 2006, relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, doivent être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à une réglementation et à une pratique nationales qui obligent un assujetti, dont l'identification à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a été annulée pour une période déterminée en raison de l'absence de mention d'opérations imposables dans ses déclarations de TVA déposées pendant six mois consécutifs, à procéder à une régularisation de la TVA déduite en amont en relation avec l'acquisition de biens d'investissement sans que ledit assujetti soit autorisé à rapporter la preuve que les conditions de fond pour pouvoir bénéficier du droit à déduction sont remplies au motif qu'il existe une présomption irréfragable que l'assujetti a utilisé ces biens à d'autres fins que des activités économiques.

(¹) JO C 191 du 10.05.2022

Demande de décision préjudicielle présentée par la Judecătoria Lehliu-Gară (Roumanie) le 29 mars 2022 — procédure pénale contre KN, LY, OC, DW

(Affaire C-230/22)

(2022/C 368/15)

Langue de procédure: le roumain

Jurisdiction de renvoi

Judecătoria Lehliu-Gară

Parties dans la procédure au principal

KN, LY, OC, DW

Question préjudicielle

L'article 2 du traité sur l'Union européenne (relatif au respect des principes de l'État de droit et au respect des droits de l'homme), lu à la lumière de l'article 48, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, relatif aux droits de la défense, et de l'article 49 de ladite charte, relatif au principe de légalité des délits et des peines, s'oppose-t-il à une réglementation nationale qui qualifie d'infraction pénale un comportement consistant à accomplir un acte en violation de toute loi quelle qu'elle soit, sans indiquer expressément les lois ou les dispositions légales dont la violation entraîne l'engagement de la responsabilité pénale?

Demande de décision préjudicielle présentée par la Curtea de Apel București (Roumanie) le 6 mai 2022 — procédure pénale contre C.J.

(Affaire C-305/22)

(2022/C 368/16)

Langue de procédure: le roumain

Jurisdiction de renvoi

Curtea de Apel București

Personne qui fait l'objet du mandat d'arrêt européen

C.J.

Questions préjudicielles

1) L'article 25 de la décision-cadre 2008/909 (¹) doit-il être interprété en ce sens que, lorsque la juridiction qui exécute un mandat [d'arrêt] européen entend appliquer l'article 4, point 6, de la décision-cadre 2002/584 (²) en vue de la reconnaissance du jugement de condamnation, elle est tenue de demander le jugement et le certificat émis en vertu de la décision-cadre 2008/909 ainsi que d'obtenir le consentement de l'État de condamnation en vertu de l'article 4, paragraphe 2, de la décision-cadre 2008/909?

- 2) L'article 4, point 6, de la décision-cadre 2002/584, lu en combinaison avec l'article 25 et avec l'article 4, paragraphe 2, de la décision-cadre 2008/909, doit-il être interprété en ce sens que le refus d'exécuter un mandat d'arrêt européen émis aux fins de l'exécution d'une peine privative de liberté ainsi que la reconnaissance du jugement de condamnation, sans que ce dernier ait été effectivement exécuté par l'emprisonnement de la personne condamnée, en raison de la grâce et de la suspension de l'exécution de la peine en vertu du droit de l'État d'exécution, et sans avoir obtenu le consentement de l'État de condamnation dans le cadre de la procédure de reconnaissance, [entraînent] la perte du droit de l'État de condamnation de procéder à l'exécution de la peine en vertu de l'article 22, paragraphe 1, de la décision-cadre 2008/909?
- 3) L'article 8, paragraphe 1, sous c), de la décision-cadre 2002/584 doit-il être interprété en ce sens qu'un jugement prononçant une peine privative de liberté sur le fondement duquel a été émis un mandat d'arrêt européen refusé en vertu de l'article 4, point 6, [de cette décision-cadre], jugement qui a été reconnu mais qui n'a pas été effectivement exécuté par l'emprisonnement de la personne condamnée, en raison de la grâce et de la suspension de l'exécution de la peine en vertu du droit de l'État d'exécution, et sans avoir obtenu le consentement de l'État de condamnation dans le cadre de la procédure de reconnaissance, perd sa force exécutoire?
- 4) L'article 4, point 5, de la décision-cadre 2002/584 doit-il être interprété en ce sens qu'une décision de justice ayant refusé l'exécution d'un mandat d'arrêt européen émis aux fins de l'exécution d'une peine privative de liberté et ayant reconnu le jugement de condamnation en vertu de l'article 4, point 6, de la décision-cadre 2002/584, sans que celui-ci ait toutefois été effectivement exécuté par l'emprisonnement de la personne condamnée, en raison de la grâce et de la suspension de l'exécution de la peine en vertu du droit de l'État d'exécution (État membre de l'Union), et sans avoir obtenu le consentement de l'État de condamnation dans le cadre de la procédure de reconnaissance, constitue un jugement de «condamnation pour les mêmes faits par un pays tiers»?

Si la réponse à la quatrième question est affirmative,

- 5) L'article 4, point 5, de la décision-cadre 2002/584 doit-il être interprété en ce sens qu'une décision de justice ayant refusé l'exécution d'un mandat d'arrêt européen émis aux fins de l'exécution d'une peine privative de liberté et ayant reconnu le jugement de condamnation en vertu de l'article 4, point 6, de la décision-cadre 2002/584, avec suspension de l'exécution de la peine en vertu de la loi de l'État d'exécution, constitue une «condamnation en cours d'exécution» lorsque la surveillance de la personne condamnée n'a pas encore commencé?

(¹) Décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil, du 27 novembre 2008, concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne (JO 2008, L 327, p. 27).

(²) Décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil, du 13 juin 2002, relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres (JO 2002, L 190, p. 1).

**Demande de décision préjudicielle présentée par l'Audiencia Provincial de Pontevedra (Espagne) le
25 mai 2022 — Maersk A/S/Allianz Seguros y Reaseguros SA**

(Affaire C-345/22)

(2022/C 368/17)

Langue de procédure: l'espagnol

Jurisdiction de renvoi

Audiencia Provincial de Pontevedra

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Maersk A/S

Partie défenderesse: Allianz Seguros y Reaseguros SA

Questions préjudicielles

- 1) La règle visée à l'article 25 du règlement n° 1215/2012 (¹), qui prévoit que la nullité de la convention attributive de juridiction doit être appréciée conformément au droit de l'État membre auquel les parties ont attribué la compétence, s'applique-t-elle également — dans une situation telle que celle du litige au principal — à la question de la validité de l'extension de la clause à un tiers n'étant pas partie au contrat dans lequel la clause est insérée?